



Automobile :

OUI, LES LUTTES DES O.S. SONT JUSTES

L'accord salarial signé jeudi dernier à la Régie Renault est un incontestable succès pour tous les travailleurs de cette entreprise. C'est une brèche dans la politique d'austérité préconisée avec force par le gouvernement.

Il a fallu trois semaines pour y contraindre la direction de la Régie : un conflit ouvert par la grève des peintres de l'usine de Flins (précédée d'ailleurs par d'autres mouvements dans cette usine) que ni le brutal lock-out de 10 700 travailleurs, ni quelques concessions bien insuffisantes après 10 jours n'avaient pu briser ; un conflit dans lequel entraient à leur tour le centre livreur et l'électrolyse à Flins, les peintres, puis, après leur reprise, la sellerie à Billancourt ; un conflit qui touchait aussi Chausson, Citroën...

Tout n'est pas réglé à l'heure qu'il est, alors qu'à Poissy, les O.S. de Talbot, accusés il y a peu de saboter la production, ont mis en échec le chômage technique auquel la direction voulait les soumettre, faisant tourner eux-mêmes à plusieurs milliers leurs chaînes : un événement !

Oui, ce sont les O.S. qui mènent ces luttes-là, et ils sont le plus souvent immigrés. Oui, sur les chaînes de l'automobile, parfois sous la férule des nervis de la CSL, ces hommes « taillables et corvéables à merci » qu'on avait fait venir de leurs lointains pays pour faire tourner ces chaînes à moindre frais, ces hommes ont connu l'exploitation capitaliste, ils ont appris à la combattre, à s'organiser, tout comme leurs peuples, dans leur Tiers Monde, pour leur dignité de peuple, combattant l'oppression, le pillage.

Qui peut s'en plaindre ? Pas nous bien sûr, bien au contraire ! Mais ceux qui vivent de ce système et n'ont qu'un souci : le protéger, le perfectionner. Avec les Peyrefitte, Bonnet, Stoléro, ils multipliaient hier les lois scélérates pour ajouter aux chaînes de l'usine mille chaînes hors de l'usine. Avec les Giscard, Barre, Chirac, histoire de monter Français contre immigrés, ils nous expliquaient que le chômage, c'était eux, l'insécurité, le déficit de la Sécurité sociale, c'était eux... Ils continuent.

Mais à piller le Tiers Monde, sa misère finit par être notre crise ; les lois d'exception, les libertés restreintes pour certains finissent par l'être pour tous. Pour combattre ce système, il faut l'unité des Français et des immigrés, de notre peuple avec les autres peuples, en particulier ceux du Tiers Monde.

Il est extrêmement regrettable que le premier ministre (appuyé par d'autres, voire par le président) d'un gouvernement de gauche ait cru bon de s'en prendre à ces immigrés, laissant entendre que leurs luttes, puisque déterminées « par des critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises », seraient en somme néfastes pour les Français. Serait-ce qu'au bout du compte les travailleurs français comme immigrés devraient se satisfaire de ces réalités, s'abstenir de lutter pour leurs salaires, le contenu, les conditions de leur travail ? Et les immigrés n'auraient-ils pas le droit d'avoir leurs idées, organisations religieuses, politiques, leurs préoccupations pour leurs propres pays ? La réalité, c'est que les immigrés sont tout à fait partie prenante de changements favorables à tous les travailleurs : leurs luttes mêmes en sont la preuve.

Gilles CARPENTIER

Dans deux mois,

La retraite à 60 ans

C'est le 1^{er} avril prochain que doit entrer en application le droit à la retraite à 60 ans revendiqué depuis des années par les travailleurs et les organisations syndicales et que le gouvernement a fait adopter par le Parlement.

Les négociations se sont déroulées entre le patronat et les syndicats, avec l'intervention du gouvernement, pour en fixer les modalités et en particulier déterminer les taux des retraites. Le patronat a tout fait pour empêcher l'alignement des retraites sur les taux en vigueur jusqu'ici à 65 ans, et pour limiter le nombre de bénéficiaires de ce droit, dans le but d'alléger ses charges.

Mais l'accord qui devrait être signé dans les prochains jours accorde aux travailleurs ayant travaillé et cotisé pendant trente-sept ans et demi, une retraite d'un montant de 50% du salaire des 10 meilleures années par le régime général (avec minimum de 2 200,00F), plus 20% du salaire moyen de carrière par les régimes complémentaires, soit près de 70% de leur salaire antérieur et au minimum près de 3 000,00F par mois.

Sur *Europe 1*, Jean Boissonnat y voit une mesure « coûteuse et absurde », « une bêtise, voire une folie », reprenant les arguments utilisés par la droite ces dernières années. Mais pour les travailleurs, c'est une amélioration importante de leurs conditions de vie et l'espoir de profiter un peu d'une retraite dont bien peu d'ouvriers jusqu'ici profitaient, du fait de l'inégalité des espérances de vie.

Austérité, deuxième tour

C'était dans l'air, nous en avions parlé déjà dans un précédent *PCML-Flash*. « L'hypothèse d'un deuxième plan de rigueur doit maintenant être envisagée. » Cette petite phrase d'Edmond Maire — responsable qui ne cache pas la vérité — donne le la à un débat que d'aucuns auraient préféré post-municipales.

E. Maire ne se contente pas de préparer les esprits à ces nouveaux déboires, il canalise le sens de la problématique : « Le mieux est de commencer à temps à faire des hypothèses sur ce que doit être la réponse et sur ce que doit être l'évolution de la rigueur... » Devons-nous en conclure déjà qu'il n'a été tiré aucune leçon sérieuse du premier plan d'austérité ? Il

▶▶▶

Austérité, deuxième tour (suite)

est possible, sans doute, de lutter, et avec fougue, pour qu'une ligne politique et économique s'applique avec moins d'injustice sociale, que les coups portés au pouvoir d'achat soient les moins inégalitaires; nous voulons bien participer à ce débat, mais là n'est pas l'enjeu, ni la solution: il faut discuter sur la fausseté de la ligne politique qui mène aux impasses que l'on sait, aux découragements que l'on vit, aux échecs qu'on multiplie.

En cette matière, nous ne cesserons de réaffirmer qu'une autre politique est possible pour une France de gauche que celle de l'austérité pour les travailleurs. Cette autre politique ne fait pas de « pari mutuel » sur la place que notre « coq-en-capitales » arrachera, à coups de pieds et de doping, dans le peloton de tête d'une hypothétique relance internationale.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

Chambres d'agriculture : Il faudra tenir compte des nouveaux venus

Les élections aux Chambres d'Agriculture de janvier 83 auront-elles été le signe et aussi un moyen pour des changements à la campagne et briser le monopole de la FNSEA ?

La Fédération de F. Guillaume reste majoritaire il est vrai, avec 64% des voix et rassemble 1 100 sièges sur 1 980 dans les « collèges agriculteurs ». Cependant, dans les Chambres d'Agriculture, comme sur le terrain, il faudra bien compter avec les courants syndicaux que la FNSEA avait souvent traités de « groupuscules » dans ses tracts. Plus d'un quart des voix pour les syndicats progressistes MODEF, CNSTP, FNSP, ce n'est pas rien — et parfois mieux quand les listes étaient communes entre eux. Le mythe cher à la FNSEA et au CNJA de « l'unité du monde paysan » a éclaté au grand jour et avec une large participation des agriculteurs français (70% de votants au lieu de 57% en 1979). Il faut dire que le scrutin proportionnel a sans doute été un facteur de mobilisation non négligeable. A noter enfin le recul du MODEF qui s'explique en grande partie par la présence nouvelle d'autres listes « à gauche »; mais est-ce une explication suffisante ?

Restent l'avenir et la possibilité ainsi gagnée des organisations syndicales progressistes à la campagne de mieux faire connaître leurs points de vue et de mieux contribuer à l'organisation des paysans les plus démunis.

Namibie :

« Les déclarations de la France doivent déboucher sur des actions concrètes »

Avant de partir en Chine, où il est actuellement reçu, M. Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a précisé au journal *Le Monde* que « l'administration Mitterrand joue un double jeu à propos de la Namibie ». Il a dénoncé le « linkage » établi par l'impérialisme américain et le régime raciste sud-africain, c'est-à-dire le lien entre le retrait des forces cubaines d'Angola et la poursuite du processus devant conduire à l'indépendance de la Namibie, dans le but d'« aider l'Afrique du Sud à mettre en place en Namibie une solution néo-coloniale fondée sur des bantoustans ».

A propos de la politique de la

France, le président de la SWAPO a ajouté : « Certes, nous avons apprécié que M. Mauroy affirme, en septembre, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, l'opposition de son pays au linkage. Mais des techniciens français travaillent toujours en Afrique du Sud et l'aident à produire des chars Panhard et des avions Mirage. La France continue de livrer des pièces détachées pour les Alouette, les Puma et les Super-Frelon du régime raciste. Nous demandons au gouvernement et au peuple français d'imposer des sanctions économiques contre Prétoria. Les déclarations de la France doivent déboucher sur des actions concrètes. »

BLOC-NOTES

• Le 27 janvier dernier, le Secrétariat politique du PCML a envoyé un communiqué de presse à propos de la grève de Flins et des autres mouvements dans l'automobile qui « montrent assez l'ampleur des problèmes posés. Ils surgissent des contradictions nées du type-même de travail imposé aux O.S. de l'automobile, aggravés aujourd'hui par la politique de "rigueur" salariale ». Le communiqué concluait : « Le PCML soutient pleinement ce mouvement bénéfique pour toute la classe ouvrière française : la hargne de la droite à son égard, aujourd'hui comme hier suffirait à le prouver. La Régie doit abandonner la politique de force, lever le lock-out à Flins et l'indemniser totalement et négocier sérieusement sur la base des revendications des travailleurs en lutte comme pour avancer dans la solution des problèmes de carrière, d'avenir et de contenu du travail des O.S. »

• Dans une lettre adressée à José Villegas, président du Syndicat de la CCI (Fédération nationale de la Construction — Santiago — Chili), Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, apporte soutien et solidarité aux travailleurs chiliens de la compagnie française CCI « qui profite de la situation économique et politique du Chili pour exploiter sauvagement les travailleurs chiliens » et lui demande plus amples informations sur la lutte des travailleurs chiliens de la CCI afin de mieux contribuer à la popularisation et au soutien de leur combat en France même.

• « Agir pour la paix », brochure du PCML sur les questions de la paix et du désarmement signée Estelle Delmas vient de sortir. Prix : 6,00F, port : 2,90F. La commander à PCML-Flash BP.90 75962 Paris Cedex 20.

Vendredi 4 février à 18h30

RASSEMBLEMENT CONTRE LA RÉPRESSION AU PARAGUAY

devant l'ambassade du Paraguay
(8, rue C. Floquet 75007 Paris)

à l'appel du « Comité Paraguay »
et « Des droits socialistes de l'homme »

Le PCML qui a appelé à la libération de Margarita Baez, militante populaire pour l'indépendance et la démocratie au Paraguay, s'associe à cette initiative et invite à y participer largement.

• Au sommaire de *Travailleurs* n°6 de février : les municipales, questions de programme et gestion, certaines candidatures du PCML : à Bayonne sur une liste d'union de la gauche, à Dammarielles-Lys sur une liste d'union PCF-MRG-PCML, à Vitrolles sur une liste où sont associés PCML, PSU et d'autres militants ; un débat où Pierre Luc Séguillon, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, Marie-Lucy Dumas-Soula, directrice de « Paix et désarmement » et Pierre Bauby, secrétaire politique du PCML, échaangent leurs points de vue sur les questions urgentes et décisives de la paix et du désarmement ; d'autres articles sur les Philippines, les Chambres d'Agriculture, la Nouvelle-Calédonie, les Comores, la grève à Flins, un « voyage » au MRJC.